

## Algérie

1) Quels sont les travaux, rapports et contributions réalisés dans votre pays?

### *. Progrès*

Des évaluations périodiques des paramètres générateurs de croissance soient faites dans les bilans annuels et les rapports économiques et sociaux des secteurs et des institutions. Le CNES édite un rapport de conjoncture de périodicité semestrielle et un Etat économique et social de la Nation de périodicité annuelle. Un des objectifs fixés est d'arriver, à régionaliser la croissance économique et à disposer d'indicateurs infra annuels.

### *. Bien-être*

Des différentiels de développement humain durable entre les territoires et leurs démembrements sont en cours d'élaboration dans le cadre du RNDH pour rendre compte des disparités qui peuvent exister entre groupes de population et groupes sociaux par rapport à l'accès aux services. La mise en place d'un observatoire de la pauvreté a permis de disposer d'indicateurs plus fins et de suivre l'évolution des niveaux de vie des populations.

### *. Qualité de vie*

Deux publications sont produites régulièrement :

- Le Rapport National sur le Développement (RNDH)
- Le rapport d'évaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

Les rapports sur le développement humain ont été adossés, annuellement, à des thématiques spécifiques comme le capital humain, les OMD, le budget social de la Nation, le déminage humanitaire, ...

### *. Développement durable*

Le CNES a retenu le principe d'un rapport annuel sur le développement durable qui revient sur la qualité de la croissance, la qualité de la répartition et la préservation/valorisation des ressources de l'environnement. Le premier rapport du genre est déjà élaboré et un processus de coopération a été engagé avec la Banque Mondiale pour sélectionner des indicateurs pertinents de développement durable et calculer un indice synthétique.

### *. Dépassement de la simple logique du PIB*

Il faut affiner cet indicateur avant d'envisager son dépassement. Deux écueils sont présents :

- les capacités et les moyens de la collecte statistique
- les indicateurs de substitution devront validés par la pratique et les institutions internationales, à condition de pouvoir élaborer un indicateur synthétique ou composite.

Nous nous attachons plus à fournir des indicateurs d'impact (en terme de populations ciblées et d'environnement) que des indicateurs de volume, du fait de l'immensité du territoire et de l'occupation déséquilibrée de l'espace. De la même façon, les programmes de développement sont massivement dédiés au rattrapage des déficits sociaux entre régions et groupes sociaux.

*. Relation entre progrès sociétal et conditions individuelles*

Les progrès économiques n'ont de sens que s'ils produisent des impacts au niveau social et sont accompagnés de progrès individuels significatifs au niveau des capacités.

*. Prise en compte des phénomènes environnementaux*

- La dernière livraison concerne le rapport national sur les changements climatiques sous les auspices de la CCNUCC et du GIEC. L'Algérie prépare actuellement sa troisième communication dans ce domaine, sous la supervision du CNES qui a eu à auditionner les institutions mais aussi à solliciter les avis des principaux acteurs de la société civile (associations, ONG, partenaires économiques).
- Un Observatoire de l'environnement produit chaque année un rapport sur l'état de l'environnement et utilise à cet effet une batterie de critères pour établir des comparaisons dans le temps.
- Le rapport national sur le développement durable du CNES s'attarde sur les aspects environnementaux à partir du concept consommation des ressources de l'environnement et reproduction des espèces en relation avec la biodiversité.

*. Accès des populations aux services publics (éducation, santé, transports, etc.)*

Les différents indicateurs de l'OMS, de l'UNESCO, du BIT, du PNUE, ... sont pris en charge et évalués périodiquement à travers les rapports sectoriels et de grilles normatives d'évaluation.

2) Quelles sont les thématiques sur lesquels vos CES travaillent actuellement ?

L'encadrement et l'évaluation des politiques publiques dédiées au bien être et à l'amélioration constante du niveau de vie sont prises en charge par six thématiques qui constituent le substrat de la feuille de route du CNES et qui sont : le développement humain, l'économie fondée sur la connaissance, la gouvernance, la pauvreté, le développement durable et les libertés économiques. Ces thématiques rémanentes sont complétées par la mise en place d'une quinzaine de comités ad hoc : sécurité alimentaire, la sécurité énergétique, la dynamique démographique et les besoins sociaux, la sécurité sanitaire, la sécurité énergétique, le développement de la petite et moyenne entreprise, les changements climatiques, le pacte national économique et social, etc. Les thématiques de la feuille de route et les travaux des comités ad hoc se fondent sur les piliers des kit d'indicateurs inspirés des institutions internationales tels que le PNUD, la WBI, l'OCDE, la Banque Africaine de Développement, l'Union Africaine, la FAO, l'OMS ... Ces dossiers ont également pour objectif de mettre en place des indicateurs de mesure, de suivi et d'évaluation qui s'inspirent des référentiels internationaux et d'un benchmarking adapté aux différentes situations.

3) Quelles sont les thématiques sur lesquels vos CES vont travailler dans le futur ?

LE CNES s'efforce de mettre en place de bonnes pratiques en matière d'évaluation et de peser sur la collecte statistique des données pour pouvoir disposer d'informations plus fines qui autoriseraient des analyses qualitatives et discriminantes. L'économie fondée sur la connaissance est un autre des thèmes pris en charge actuellement. La production du volume 1 «L'économie fondée sur la Connaissance: Etat des lieux» Décembre 2008 a reçu la validation des Experts de la WBI. Le second volume « Stratégies d'implémentation » est en cours d'élaboration.

4) Si vous ne travaillez pas sur ces thématiques ou n'en avez pas encore envisagé la possibilité, êtes-vous intéressé de le faire dans un futur proche? Et si oui, sur quels sujets plus précisément?

Les questions relatives aux mesures sont importantes. L'utilisation des ressources heuristiques disponibles a permis de réaliser des progrès considérables dans le domaine de l'analyse. Cependant, il faut affiner ces analyses et nous nous inscrivons dans une démarche consistant à apporter de nouvelles visions du développement. Sans altérer ni provoquer de nouvelles résurgences, la distanciation des questions de développement par rapport aux questions de croissance devrait également s'intéresser aux changements structurels. Ce n'est pas une question philosophique mais d'ordre pratique étant directement reliée aux progrès des sociétés vues sous l'angle de leurs pratiques sociales. Cette dimension interroge l'universalité des mesures.

5) Quel est l'intérêt de votre institution pour les différentes thématiques en relation avec la mesure du progrès, du développement et du bien être?

Notre Conseil est convaincu de la nécessité de dépasser les mesures de type quantitatif sans pour autant rompre avec les cadres référentiels existants. Néanmoins, il faut avoir à l'esprit la faisabilité opérationnelle de telles approches. C'est une autre éthique du chiffrage qu'il faut invoquer.

6) Quels sont les domaines cités qui vous intéressent le plus actuellement et dans le futur?

Le développement durable et la mesure des disparités en termes de niveau et de qualité de vie sont des centres d'intérêt majeurs.

7) Quel est l'intérêt de la société civile pour ces différentes thématiques?

La société civile a une véritable préoccupation pour les questions liées au niveau de vie, à l'environnement et au développement durable.

8) Quels sont les principaux défis et les applications pratiques que vous en attendez?

Disposer d'un référentiel adaptable non entaché de valeurs idéologiques ou de gabarits surfaits. A partir des limites reconnues aux indicateurs traditionnels, améliorer les critères de référence et les protocoles de calcul y afférents. Il faudrait sortir des tropismes actuels, qui ont des effets induits négatifs et éviter de s'installer dans des jugements de valeur. Les bases de données des institutions internationales sont sujettes à caution à partir du moment où elles se créent leurs propres données. Notre Conseil a déjà fait la proposition, acceptée par le Bureau Central du PNUD d'organiser un atelier régional qui regarderait ces questions pour faire un certain nombre de propositions en faveur de l'amélioration des approches et de la qualité statistique des mesures.

9) Quelles sont les dimensions que vous jugez spécialement importantes pour la mesure du progrès, du développement et du bien-être des sociétés?

Les aspects liés à la gouvernance de façon générale (gouvernance politique, territoriale, économique, ...) ainsi que les aspects liés à la citoyenneté.

10) Avez-vous des suggestions, propositions, bonnes pratiques à présenter ?

L'élaboration d'une matrice sociale ou d'une matrice de bien-être social, à condition que les

critères de mesure soient spécifiés en ordre de priorité.

11) Avez-vous des suggestions, propositions, bonnes pratiques à présenter pour assurer une consultation, une participation de la société civile dans l'avancée de ces travaux ?

Une des bonnes pratiques est la démarche de notre Conseil pour l'élaboration de son rapport sur la gouvernance, de combiner l'approche de la WBI (World Bank Institute) du MAEP (Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs) et d'être un centre de référence pour les méthodologies, instruments et indicateurs d'évaluation. Il a été reconnu la nécessité d'aller vers des croisements pertinents pour saisir les bonnes pratiques mais aussi les vrais enjeux du développement. Autrement une des suggestions majeures est de réfléchir à la manière d'améliorer la collecte statistique et à la fiabilité des données.

## Indicateurs

Taux de croissance du PIB	Niveau d'accès à l'eau potable
Taux de croissance régional du PIB	Qualité de l'eau potable
PNB global	Traitement des rejets domestiques et industriels
PNB/tête	
Niveau de vie	Knowledge Economy Index
Dépenses de consommation des ménages	Knowledge Index
Disparités en terme de niveau de vie	Taux de scolarisation
Disparités en terme de qualité de vie	Taux d'accès dans le secondaire
Disparités régionales	Taux d'accès à l'enseignement supérieur
	Taux d'accès à la formation professionnelle
Taux de chômage	Part des énergies propres
Taux d'auto-emploi	Efficacité énergétique
Initiatives individuelles pour l'emploi	Incendies de forêts (nbre ou surface brûlée)
Développement des services	Emissions de Gaz à Effet de Serre
Développement des TICs	Qualité de l'air
	Qualité de l'eau
IDH national	Gestion des déchets
IDH régional	Ressources en eau disponible
Indice de Pauvreté Humaine	Ressources environnementales
Indice de Pauvreté de la WBI	Réhabilitation énergétique des habitations
Indice Sexo-spécifique de Dév. Humain	Part des centrales hybrides
	Part de l'industrie solaire
Taux d'occupation des logements	Reconversion des usines vers le gaz naturel
Taux de desserte en AEP	
Linéaire routier par habitant	Gouvernance politique
Densité postale	Gouvernance territoriale
Densité téléphonique	Gouvernance économique
Taux d'utilisation des TICs	Indice de participation des femmes
Densité de pénétration de l'Internet	
Niveau d'accès des pop aux services publics de base (accès aux services sanitaires, eau potable, desserte en gaz et électricité, ...)	Espérance de vie
	Consommation nutritionnelle